
Documents sauvegardés

Jeudi 26 avril 2018 à 13 h 16

7 documents

EUROPRESSE.COM

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par UNIVERSITE-DU-LITTORAL2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Sommaire

Documents sauvegardés • 7 documents

Atlantico (site web)	24 avril 2018 Double choc : la Finlande abandonne son expérience de revenu universel et les Français adoptent un avis positif sur la mondialisation... mais que se passe-t-il ? et de responsables syndicaux. La Finlande a décidé de ne pas prolonger l'expérience de revenu universel décidée il y a deux ans. La Finlande était le premier et le seul pays	3
Le Figaro	31 mars 2018 Ces 2 000 Finlandais qui testent le revenu universel père de famille finlandais de 39 ans, se dit « toujours super heureux de recevoir un revenu de base sans conditions depuis plus d'un an », un ballon d'oxygène salutaire après des	5
Le Figaro.fr	29 mars 2018 Des élus veulent tester une fusion des minima sociaux 'efficacité. C'était le but de Benoît Hamon lors de la présidentielle 2017 avec son « revenu universel ». L'idée refait surface. Mercredi, l'Institut Montaigne, réputé libéral, préconisait de regrouper l'ensemble	7
Le Figaro.fr	29 mars 2018 Revenu de base: 13 départements lancent une concertation en vue d'une expérimentation Treize présidents de départements défendant l'idée d'un revenu de base, versement mensuel unique issu d'une fusion de minima sociaux, ont lancé jeudi une concertation pour définir les contours d	8
La Dépêche du Midi	21 avril 2018 Le Gers est partant pour expérimenter le revenu de base restaurant d'insertion de « La Cant'Auch », pour présenter jeudi le projet d'expérimentation du revenu de base. Le Gers fait partie des 13 départements, la plupart situés dans le Grand Sud	9
Les Echos	29 mars 2018 En Allemagne, le SPD lance un débat sur le revenu universel -démocrate s'y emploie, évoquant sa suppression possible et l'introduction d'une forme de revenu minimum de solidarité. « C'est un débat nécessaire, que nous devons mener », a déclaré Hubertus Heil	11
Sud Ouest	2 avril 2018 Une consultation citoyenne sur le revenu de base dernier veut obtenir l'aval du gouvernement pour réaliser dans son département une expérimentation du revenu universel , dans des formes qui restent à déterminer. Seul au départ il y a deux ans	13

Nom de la source

Atlantico (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Mardi 24 avril 2018 • 13:38 UTC +02:00

Atlantico (site web) • 964 mots

Double choc : la Finlande abandonne son expérience de **revenu universel** et les Français adoptent un avis positif sur la mondialisation... mais que se passe-t-il ?

Jean-Marc Sylvestre

La Finlande a décidé d'arrêter le **revenu universel, ça ne marche pas. Quant aux Français, ils commencent à comprendre les intérêts de la mondialisation.**

Décidément, c'est un peu le monde à l'envers. Il y a des jours comme ça où l'actualité nous apporte quelques informations qui peuvent paraître anodines qui déboulonnent quelques idées reçues, quelques certitudes qui peuvent marquer un vrai changement ... Qui sait ?

La première est tirée de la dernière étude de l'institut ViaVoice pour BFM Business, qui indique à la surprise générale que **la majorité des français considère que la mondialisation est désormais une bonne chose pour l'économie en générale et pour leur propre situation**. Alors la majorité est très courte, puisqu'elle porte sur 53%. Mais on parlait de tellement loin. En 2013, 83% des français étaient fondamentalement pessimistes sur les effets de la mondialisation. D'ailleurs, ils étaient pessimistes sur tout : leur avenir, leur situation et celle de leurs enfants. Autant dire que les français en pleine dépression ne croyaient plus en rien. Ils étaient frileux, jaloux et envieux. Ils considéraient que c'était mieux « avant » et que surtout,



Double choc : la Finlande abandonne son expérience de **revenu universel** et les Français adoptent un avis positif sur la mondialisation... mais que se passe-t-il ?

c'était beaucoup mieux pour les allemands, les belges, les hollandais et même les anglais.

En 5 ans, la majorité des français est revenue dans le camp des optimistes. Plus de 32% estiment même que la France est performante, que la marque française est porteuse de performance. Et que la France a des opportunités désormais plus fortes que l'Allemagne ou les pays de l'Europe du nord.

Avec des entreprises uniques au monde, qui servent de locomotives sur les marchés mondiaux. **Les Renault, PSA,**

© 2018 Atlantico (site web) Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 26 avril 2018 à UNIVERSITE-DU-LITTORAL2 à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20180424-ATL-3372927

Airbus, LVMH, L'Oréal, Dior, Chanel ou Danone.

Alors le sondage ViaVoice ne dit pas pourquoi ça va tellement mieux, mais les analystes politiques et les économistes le savent. La France, comme l'ensemble des pays occidentaux, a bénéficié d'un alignement de planètes hyper favorable à une croissance mondiale supérieure à 3%, des taux d'intérêt très bas, des prix du pétrole très bas et des pays émergents qui accèdent au développement. Parallèlement, la France a commencé, lors du quinquennat précédent, à prendre des mesures plutôt favorables aux entreprises (le Cice). Et surtout depuis un an avec Emmanuel Macron, le pays a adopté une politique pro-business, avec des premières réformes structurelles qui peuvent modifier notre logiciel, sans parler de l'incarnation de ce pays avec Emmanuel Macron qui impressionne les milieux internationaux et surtout les investisseurs. Personne ne pouvait penser que l'opinion elle-même était en train de se convertir majoritairement à la mondialisation et que les français considéraient qu'ils pouvaient en profiter.

Cela dit, il reste évidemment en France des facteurs de fragilité extrême. **Le pays doit vivre avec une triple fracture, dixit le sondage : géographique, générationnelle et sociale**. En bref, la France est coupée en deux. Avec d'un côté, une France qui profite de la modernité et de la mondialisation et de l'autre, qui se retrouve déclassée, économiquement et sociologiquement et surtout qui voit mal comment sortir de ce déclin.

Toute la question est de savoir si le mode de fonctionnement lié au digital

et à l'international va être suffisamment puissant pour réduire ces fractures.

La deuxième information nous est venue de Finlande et elle va bouleverser la manière de penser de beaucoup d'hommes politiques et de responsables syndicaux.

La Finlande a décidé de ne pas prolonger l'expérience de revenu universel décidée il y a deux ans. La Finlande était le premier et le seul pays au monde à avoir mis en oeuvre un revenu universel de 560 euros par mois. Ce revenu est encore aujourd'hui distribué à 2000 chômeurs sans aucune condition ou obligation. Ce revenu était d'ailleurs maintenu en cas de reprise d'emplois.

Cette expérience était suivie par le monde entier, parce qu'on considérait que le **revenu universel** pouvait être une réponse à la situation économique et sociale. Les économistes et les politiques de gauche comme de droite adhéraient à cette idée conceptualisée par les libéraux, qui y voyaient l'outil **universel** de redistribution de revenus créés par la compétitivité. Pour être plus justes, les économistes libéraux sont plus partisans de l'impôt négatif que du **revenu universel**.

L'idée qu'il y a derrière tous ces projets était de dire que le progrès technique va générer de la productivité et détruire des emplois, d'où la nécessité de revoir le système de redistribution.

La Finlande a décidé d'arrêter l'expérience parce que le gouvernement a commencé à faire ses comptes et s'est aperçu de deux choses :

Un. Le revenu universel lui coûtait très cher et l'obligeait à prévoir une

augmentation de l'impôt sur le revenu.

Deux. Le revenu universel n'a eu aucun impact sur l'emploi.

Quoi qu'il en soit, cette décision finlandaise donne un coup d'arrêt à un projet qui faisait rêver tous les partis de gauche du monde. On se souvient de la campagne présidentielle française. Il va donc falloir remettre les outils de redistribution sociale en discussion, parce qu'il faudra bien trouver une solution si, contrairement à ce que nous promettait Schumpeter, l'intelligence artificielle et la révolution des robots dispensent une partie des populations de travail. En attendant, les militants d'une sociale démocraties un peu moderne vont devoir produire des idées neuves s'ils veulent apporter une alternative au libéralisme.

Il avaient le revenu universel .. Si les pays nordiques , modèles entre les modèles de la gestion politique l abandonne , les français et les autres n 'ont pas de plan B..

Note(s) :

Mise à jour : 2018-04-25 06:44 UTC +02:00

Voir aussi :

[La Finlande va tester le revenu universel](#)

[Pourquoi la rébellion anti-mondialisation arrive 15 ou 20 ans trop tard](#)

LE FIGARO

Nom de la source

Le Figaro

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 24



Samedi 31 mars 2018

Le Figaro • no. 22903 • p. 24 • 677 mots

Ces 2 000 Finlandais qui testent le revenu universel

Allagui, Slim

Juha Järvinen, père de famille finlandais de 39 ans, se dit « *toujours super heureux de recevoir un **revenu** de base sans conditions depuis plus d'un an* », un ballon d'oxygène salubre après des années de galère et de chômage, qui lui a permis de se « *remettre à flot* ». Ce vidéaste et sculpteur est l'un des deux mille chômeurs tirés au sort dans toute la Finlande, âgés de 25 à 58 ans, qui bénéficient depuis janvier 2017, pour deux ans, d'un montant net de 560 euros par mois. Soit l'équivalent des minima sociaux, dans ce pays où le chômage est de 8,4 % et où le **revenu** net moyen dépasse les 2 200 euros par personne selon l'OCDE.

Cette expérience de **revenu universel**, la première réalisée à l'échelle nationale en Europe, est destinée à « *promouvoir l'emploi et à motiver les chômeurs pour être plus entrepreneurs* » justifie le premier ministre centriste Juha Sipilä, un de ses ardents défenseurs.

Dans son village de Jurva, à 400 km au nord-ouest d'Helsinki, Juha Järvinen raconte qu'après la faillite de sa société qui fabriquait des cadres de fenêtres décoratifs il y a huit ans, il était « *au bout du rouleau* ». Ce père de six enfants souhaitait recréer une entreprise dans sa région plutôt que de tenter l'aventure dans la capitale. Le **revenu universel** est arrivé « *en quelque sorte comme la*

manne providentielle, même si c'est un petit montant », raconte-t-il. *J'ai utilisé ces 560 euros pour acheter à manger et le travail de ma femme, Mari, a arrondi le budget du ménage. J'ai pu ainsi enregistrer ma nouvelle entreprise - il fabrique des tambours chamaniques traditionnels - et ce que j'ai gagné (environ 1 000 euros par mois, NDLR) a servi à investir dans de nouveaux appareils. Mon affaire prospère et je suis sûr qu'à la fin de cette année je serai debout sur mes deux pieds.* »

À Helsinki, Tuomas Muraja, écrivain, se félicite, lui aussi, de « *cette expérience positive* ». « *Elle me donne plus de temps pour me concentrer à écrire et à promouvoir mes livres. Certes le montant du **revenu universel** ne me permet pas de vivre. Mais je peux accepter maintenant des petits travaux et autant que je veux sans craindre de perdre mes allocations comme par le passé lorsque j'étais au chômage* ». « *Les témoignages de certains participants montrent que ce système les encourage à travailler, à trouver des emplois à temps partiel et à créer leur propre entreprise, et c'est le but que nous recherchons* », constate la ministre des Affaires sociales et de la Santé, Pirkko Mattila.

10 milliards d'euros par an

Architecte de ce projet à Kela, la sécurité sociale finlandaise, le professeur Olli Kangas, estime qu'il est trop tôt pour

© 2018 Le Figaro. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 26 avril 2018 à UNIVERSITE-DU-LITTORAL2 à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20180331-LF-622*20*273061238



en dresser un bilan et qu'une période « *de deux ans n'est déjà pas très longue pour constater des changements dans les comportements et mesurer l'impact du **revenu** garanti sur l'emploi* » .

Mais le gouvernement de centre droit, qui a alloué 20 millions d'euros à ce projet en 2017-2018, n'envisage pas sa poursuite à la fin de l'année. Tout comme le patronat qui estime impossible la généralisation de ce programme au coût exorbitant de 10 à 15 milliards d'euros par an pour un pays de 5,5 millions d'habitants

Dans son atelier, Juha Järvinen, est triste d'apprendre la fin de cette expérience du **revenu universel**, « *un bon coup de pouce pour réaliser un nouveau départ* » . Le sculpteur déplore que « *le gouvernement et le Parlement aient fait volte-face dans la politique de l'emploi, abandonnant la carotte pour le bâton* » .

En effet, en décembre dernier l'Eduskunta, le Parlement monocaméral, a donné son feu vert à un projet de loi accentuant le contrôle des demandeurs d'emploi qui devront désormais avoir travaillé au moins 18 heures ou suivi une formation de 5 jours au cours des trois derniers mois, au risque de voir leurs indemnités diminuer de 4,65 % par mois. La mesure qui devrait générer 53 millions d'euros d'économies par an est jugée plus convaincante que le **revenu universel** pour gagner la bataille de l'emploi.

Note(s) :

0



Nom de la source

Le Figaro.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Jeudi 29 mars 2018 • 20:17 UTC +02:00

Le Figaro.fr • 384 mots

Des élus veulent tester une fusion des minima sociaux

Renault, Marie-Cécile

L'Institut Montaigne ainsi que treize présidents de département, à majorité de gauche, défendent une refondation des minima sociaux, par une «allocation unique de Sécurité sociale» ou un **revenu de base.**

Repenser les dispositifs de lutte contre la pauvreté pour en améliorer l'efficacité. C'était le but de Benoît Hamon lors de la présidentielle 2017 avec son «**revenu universel**». L'idée refait surface. Mercredi, l'Institut Montaigne, réputé libéral, préconisait de regrouper l'ensemble des aides et des minima sociaux dans une «allocation unique de Sécurité sociale». Jeudi, treize présidents de département, à majorité de gauche, ont défendu l'idée d'un **revenu** de base, versement mensuel unique issu d'une fusion de minima sociaux et placé, à la différence du **revenu universel**, sous condition de ressources.

Plaidoyer pour une «allocation unique de Sécurité sociale»

Pour ces élus, le **revenu** de base doit pallier les «limites» du **revenu** de solidarité active (RSA) qui n'a «pas résolu les problèmes de pauvreté». Sous l'égide de la Fondation Jean-Jaurès, proche du PS, les élus départementaux ont lancé une consultation en vue d'une expérimentation dans leur territoire en 2019. «Le **revenu** de base est un objet de curiosité qu'il faut expérimenter car il peut être une réponse à l'amélioration de la protection sociale», a justifié Jean-Luc Gleyze (Gironde).

» LIRE AUSSI - Un Français tiré au sort va tester le **revenu universel**

En recul de 0,6 % en 2017, le nombre de bénéficiaires du RSA a atteint 1,83 million de foyers fin décembre. Mais ce minima connaît un fort taux de non-recours. En valeur, le RSA a coûté 10,63 milliards d'euros en 2017, contre 10,59 milliards en 2016. Un montant relativement stable, la baisse du nombre de bénéficiaires étant compensée par l'augmentation du montant moyen versé, à la suite des revalorisations du montant forfaitaire (545,48 euros pour une personne seule). Autre prestation susceptible d'être concernée par une fusion des minima sociaux, la prime d'activité, perçue fin décembre 2017 par 2,67 millions de foyers. Cette prestation, qui a remplacé depuis le 1er janvier 2016 la prime pour l'emploi et le RSA activité, a vu ses effectifs grimper en un an de 7,5 % et son coût total s'envoler de 10,57 %, à 5,06 milliards.

Note(s) :

Mise à jour : 2018-03-29 20:17 UTC +02:00

© 2018 Le Figaro.fr. Tous droits réservés. Voir aussi : Faut-il simplifier le système de minima sociaux? Ces premiers Finlandais qui vont bénéficier du revenu de base Faut-il avoir peur du revenu universel? En Allemagne, le revenu universel testé façon loterie Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 26 avril 2018 à UNIVERSITE-DU-LITTORAL2 à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20180329-LFF-20180329artfig00374



Nom de la source

Le Figaro.fr

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Jeudi 29 mars 2018 • 16:23 UTC +02:00

Le Figaro.fr • 238 mots

Revenu de base: 13 départements lancent une concertation en vue d'une expérimentation

Le Figaro.fr avec AFP

Treize présidents de départements défendant l'idée d'un **revenu de base**, versement mensuel unique issu d'une fusion de minima sociaux, ont lancé jeudi une concertation pour définir les contours d'une p...

Treize présidents de départements défendant l'idée d'un **revenu** de base, versement mensuel unique issu d'une fusion de minima sociaux, ont lancé jeudi une concertation pour définir les contours d'une première expérimentation qu'ils souhaiteraient mener dans leur territoire.

"Notre objectif est de repenser les dispositifs de lutte contre la pauvreté. Le **revenu** de base est un objet de curiosité qu'il faut expérimenter car il peut être une réponse à l'amélioration de la question de la protection sociale", a déclaré lors d'une conférence de presse à la fondation Jean-Jaurès (proche du PS), Jean-Luc Gleyze, président socialiste de la Gironde.

Ce département est le premier à avoir envisagé de le tester dès 2016. Depuis, il a été rejoint par 12 autres territoires, également à majorité de gauche: Ardèche, Ariège, Aude, Dordogne, Gers, Haute-Garonne, Ille-et-Vilaine, Landes, Lot-et-Garonne, Meurthe-et-Moselle, Nièvre, et Seine-Saint-Denis. Pour ces élus, le **revenu** de base peut pallier les "limites" du **Revenu** de solidarité active (RSA), versé aux per-

sonnes sans ressources, qui n'a "pas résolu les problèmes de pauvreté".

LIRE AUSSI:

» **Huit départements prêts à tester le revenu universel**

» **Un Français tiré au sort va tester le revenu universel**

Note(s) :

Mise à jour : 2018-03-29 16:26 UTC +02:00

© 2018 Le Figaro.fr. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 26 avril 2018 à UNIVERSITE-DU-LITTORAL2 à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20180329-LFF-20180329filwww00246



LA DÉPÊCHE

Nom de la source

La Dépêche du Midi

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Toulouse, Occitanie, France

Samedi 21 avril 2018

La Dépêche du Midi • Gers • p. 18 • 446 mots

Le Gers fait partie des 13 départements prêts à expérimenter, pendant 2 ans, le **revenu** de base. Pour Philippe Martin, le moment est venu de « réformer par le haut notre système social ».

Le Gers est partant pour expérimenter le **revenu** de base

P.-J. P.

L'essentiel t Philippe Martin, le président du Conseil départemental du Gers, a choisi le restaurant d'insertion de « La Cant'Auch », pour présenter jeudi le projet d'expérimentation du **revenu** de base. Le Gers fait partie des 13 départements, la plupart situés dans le Grand Sud (Ariège, Aude, Dordogne, Haute-Garonne, Gironde, Landes et Lot-et-Garonne) qui disent « chiche » au président de la République, Emmanuel Macron s'étant dit favorable à un renforcement du droit d'expérimentation pour les collectivités locales comme « une piste pour réformer le pays ».

« Nous voulons expérimenter le **revenu** de base pour réformer par le haut notre modèle social », clame Philippe Martin. Dans la lutte contre la pauvreté, l'ancien ministre dresse ce constat : « Le système actuel, qui est globalement celui du RSA, ne fonctionne pas, notamment parce que le financement de l'Etat est insuffisant. 30 % de ceux qui pourraient en bénéficier n'en font pas la demande. C'est un dispositif qui est devenu illisible, avec un empilement de mesures. » Le **revenu** de base fait donc partie des options possibles « mais ça n'a rien de dogmatique ni de doctrinaire », souligne M. Martin qui, se souvenant de l'accueil

Philippe Martin aux côtés de Claude Bourdil, nouveau président de la commission des affaires sociales du CD 32./Photo DDM, S. Lapeyrière

fait pendant la campagne des présidentielles à la proposition de Benoît Hamon de créer un **revenu universel**, « veut sortir de la caricature de ceux qui disaient « c'est une hérésie, ça coûtera des milliards ou c'est infaisable ».

Un questionnaire pour connaître l'avis des citoyens

Les 13 départements partants pour l'expérience ont confié à l'Institut des politiques publiques (IPP) le soin d'étudier plusieurs modèles pour définir celui qui serait le plus juste socialement.

« 18 scénarios possibles ont été d'ores et déjà échafaudés autour de trois variables : le périmètre des allocations qui seraient remplacées par le **revenu** de base, l'âge des bénéficiaires (faut-il notamment inclure les 18-24 ans dans le dispositif ?) et enfin une éventuelle dégressivité en fonction des revenus.

Suivant le credo de « Réinventer », le projet qu'il a lancé à l'automne dernier pour redonner du sens à l'action du Conseil départemental, Philippe Martin tient à connaître l'avis de citoyens gersois sur

© 2018 La Dépêche du Midi. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 26 avril 2018 à UNIVERSITE-DU-LITTORAL2 à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20180421-DPM-39123588

cette idée de **revenu** de base. « Nous leur proposons de remplir un questionnaire en ligne (1), très simple et très rapide ». Le Département du Gers a déjà programmé une réunion participative sur le **revenu** de base qui se tiendra à la fin du mois de mai.

(1) <http://monavisurlerevenudebase.fr/>

société

LesEchos

Nom de la source

Les Echos

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 8



Jeudi 29 mars 2018

Les Echos • no. 22666 • p. 8 • 455 mots

En Allemagne, le SPD lance un débat sur le revenu universel

THIBAUT MADELIN

Le ministre de l'Emploi social-démocrate, Hubertus Heil, évoque la suppression possible des aides sociales Hartz IV.

« Hartz IV ». En Allemagne, le simple nom de ces aides sociales d'un faible niveau évoque l'idée de déchéance. Et treize ans après leur introduction par le chancelier social-démocrate (SPD) Gerhard Schröder, elles restent un traumatisme pour son parti. Pour bon nombre de ses militants, le SPD ne pourra pas gagner d'élection tant qu'il n'aura pas enterré cette mesure symbolique de l'Agenda 2010.

Le nouveau ministre de l'Emploi social-démocrate s'y emploie, évoquant sa suppression possible et l'introduction d'une forme de **revenu** minimum de solidarité. « *C'est un débat nécessaire, que nous devons mener* », a déclaré Hubertus Heil au quotidien 'Bild'. *Je misesur des solutions concrètes et faisables qui correspondent à la vie réelle des gens .* »

Le ministère ne dit pas si ces aides perçues par près de 6 millions de bénéficiaires pourraient disparaître. Mais l'idée est bien de réfléchir à un **revenu** minimum pour certains chômeurs de longue durée qui pourraient être employés pour des travaux communaux. Au bout du compte, cela pourrait mener à « *la fin de Hartz IV* », juge Malu Dreyer, ministre-présidente de Rhénanie-Palatinat.



Si le SPD a intérêt à tourner la page de ce concept désormais trèsconnoté, le but officiel est d'abord de trouver une solution pour les quelque 150.000 chômeurs de longue durée jugés « difficilement employables ». Pour ceux-ci, le SPD et la CDU-CSU d'Angela Merkel ont prévu de créer un « *marché de l'emploi social* », a rappelé mercredi le porte-parole de la chancelière. Ces 150.000 chômeurs (sur un total de 2,6 millions) recevraient l'équivalent du salaire minimum en échange d'emplois d'intérêt public. Au total, le gouvernement a prévu une enveloppe de 4 milliards d'euros à cet effet jusqu'en 2021. Pour Hubertus Heil, cette mesure doit contribuer à surmonter la fracture sociale qui existe en Allemagne et que le gouvernement s'est engagé à traiter.

Un sujet sensible

« Hartz IV » est un sujet sensible, comme en témoigne la pétition signée par plus de 186.000 personnes contre le ministre de la Santé, Jens Spahn (CDU),

© 2018 Les Echos. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 26 avril 2018 à UNIVERSITE-DU-LITTORAL2 à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20180329-EC-0301495977802

qui avait jugé qu'on n'était pas forcément pauvre si on touchait ces aides. Perçues après seulement un an de chômage, leur montant est fixé à 416 euros par personne et par mois, mais peut s'élever à 1.928 euros pour une famille de quatre personnes.

Le concept de **revenu universel** est lui aussi délicat. Quand le candidat socialiste Benoît Hamon l'avait défendu durant sa campagne électorale, le SPD l'observait avec incrédulité. L'ancien parti ouvrier semble évoluer. « *Si nous voulons concevoir l'Etat social du futur, les concepts vieux de plus de quinze ans ne suffisent plus* », a déclaré son secrétaire général, Lars Klingbeil.

Thibaut Madelin

SUD
OUEST

Nom de la source

Sud Ouest

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Bordeaux, Nouvelle-Aquitaine, France

p. médoc-
c2_2p. médoc-
c2_3

Lundi 2 avril 2018

Sud Ouest • Médoc • p. Médoc-C2_2,Médoc-C2_3 • 369 mots

Une consultation citoyenne sur le revenu de base

SOCIAL Le Conseil départemental poursuit son projet d'expérience d'un **revenu universel**

C'était l'un des thèmes forts de la campagne de Benoît Hamon lors de la présidentielle de 2017. Ce sera peut-être demain une opération test du président du Conseil départemental de la Gironde, le PS Jean-Luc Gleyze. Ce dernier veut obtenir l'aval du gouvernement pour réaliser dans son département une expérimentation du **revenu universel**, dans des formes qui restent à déterminer.

Seul au départ il y a deux ans, Jean-Luc Gleyze est parvenu à embarquer dans l'aventure 12 autres départements (1), tous à majorité socialistes. Selon lui, la protection sociale, notamment le RSA, ayant montré ses limites, il faut essayer d'inventer autre chose. Les membres du club des 13 se sont retrouvés jeudi dernier à la Fondation Jean-Jaurès, à Paris, pour travailler le dossier, avec leur partenaire, l'Institut des politiques publiques (IPP). Ils ont défini 18 scénarios possibles pour le test, variables en fonction du public concerné, le type d'allocations fusionnées, la dégressivité en fonction du **revenu**, etc. En principe, le **revenu** de base minimum serait de 545 euros, égal au RSA actuel. " L'IPP va maintenant élaborer le modèle d'un test pour chacun de ces scénarios, explique Jean-Luc Gleyze. Le test sera présenté le 6 juin à Bordeaux, à Science Po, à l'occasion d'un colloque sur le **revenu** de base, que le Département or-

ganise. Nous présenterons cela, ainsi que diverses expériences d'innovation sociale en France, car il y a urgence à les partager. "

Sans attendre le 6 juin, le Département met en ligne une concertation citoyenne (sur le site monavisurlerevenudebase.fr). Objectif : sortir le sujet du cercle des experts et des élus, élargir à la société civile. Les citoyens sont ainsi invités à donner leur vision du test qui doit être pratiqué. Le club des 13 soumettra ensuite, sans doute à la rentrée de septembre, un texte pouvant servir de base à un projet de loi encadrant l'expérimentation. Même si le sujet est moins présent dans l'actualité que lors de la campagne de la présidentielle, Jean-Luc Gleyze veut y croire : " Emmanuel Macron veut favoriser l'innovation sociale ".

Denis Lherm

(1) Aude, Ariège, Ardèche, Dordogne, Gers, Haute-Garonne, Ille-et-Vilaine, Landes, Lot-et-Garonne, Meurthe-et-Moselle, Nièvre, Seine-Saint-Denis.

© 2018 Sud Ouest. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 26 avril 2018 à UNIVERSITE-DU-LITTORAL2 à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20180402-SO-020418ap7873069

